

MARIE-LOUISE ETEKI OTABELA

CEAUP-Interviews
CEAUP/#2026/1

CEAUP-Interviews

ENTRETIEN AVEC MARIE-LOUISE ETEKI OTABELA.

Propos recueillis par **BAHDON Abdillahi Mohamed**



Née au Cameroun, Marie-Louise Eteki Otabela est chercheuse en science politique (Ph D), elle a étudié en France et au Canada. Elle est une féministe et auteure de nombreux articles scientifiques et ouvrages (Misère et grandeur de la démocratie au Cameroun, Paris, l'Harmattan, 1985, L'assemblée des peuples camerounais : Le Cameroun que nous voulons, Paris, l'Harmattan, 1995, Le totalitarisme des Etats africains : le cas du Cameroun, Paris, l'Harmattan, 2001, Le face-à-face manqué. Cameroun élections présidentielles 2004, Paris, l'Harmattan, 2006) sur la politique et la société camerounaises. Activiste politique, fondatrice de nombreuses associations des femmes dont l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF) et d'un parti politique féministe, Coordination des Forces Alternatives, un parti féministe. Depuis 2018, elle est exilée en Belgique.

Bahdon Abdillahi : Vous êtes féministe ; une activiste et auteure d'une dizaine de livres sur la femme et la politique de votre pays ; le Cameroun. Quelles réflexions vous inspire la situation des femmes Camerounaises ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Pourquoi on me pose toujours cette question ? Ce n'est pas innocent, parce qu'il faut comprendre, qu'elle que soit la situation de la femme camerounaise, au temps ancien sous la colonisation ou sous le totalitarisme, que nous vivons depuis la guerre 2^{ème} européenne, on fait comme si la situation de la femme est un fait objectif ou une donnée objective alors que ça dépend de qui parle et d'où parle cette personne. Ceci, c'est pour dire que la situation de la femme, c'est un construit idéologique d'abord avant d'être une réalité

sociale. Si on revient aux temps anciens aujourd'hui que cela signifie-t-il, parler des temps anciens on est dans une certaine perspective idéologique, soit celle qu'on suppose au matriarcat ancien, soit celle des colonies qu'ils ont fabriquée en fonction de leur idéologie et approche colonialistes. Il faut tenir compte quand des hommes africains, qui posent cette question aujourd'hui, ce que cela signifie pour eux : la situation des femmes. La plupart de gens ne savent pas qu'il s'agit de toute une problématique. Leur approche est complètement différente d'une femme féministe d'aujourd'hui comme moi considère qu'il y a une condition de la femme ou même un conditionnement des femmes à accepter une situation de domination et de personnes dominées, et donc ça ne peut être une situation enviable, malgré des décennies d'un discours développementaliste avec toutes sortes de techniques de manipulation (empowerment, genre, formations, équité, parité). Les femmes vivent dans une situation d'oppression avec détresse de toutes sortes...

Bahdon Abdillahi : Selon vous, la dictature, la guerre et les crises socioéconomiques et politiques sont le fait d'une gouvernance des hommes, vous avez publié un livre intitulé : Au nom des femmes : un nouveau dialogue national. Quel est le projet des femmes pour l'Afrique et pour votre pays le Cameroun ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Je ne peux m'aventurer à donner la position des femmes Camerounaises. Mais parler au nom des femmes, c'est-à-dire que moi, j'ai pris mes responsabilités sur cette problématique que nous venons d'évoquer et je fais des propositions sur un certain nombre de questions qui s'y rapportent. C'est pour cela que ce livre est une compilation de plusieurs chroniques, écrites à une période donnée. Le projet des femmes. Pour dire que si nous voulons un véritable dialogue national pour refonder le Cameroun, les femmes constituant plus de la majorité de la population ont leur mot à dire. Et elles ne peuvent pas être toujours les invitées d'organisation d'hommes : Etat, partis politiques, etc... Et dans tous les cas : la perspective que je propose, à travers ce livre, c'est un Cameroun féminin pluriel, c'est-à-dire : un Cameroun fondé sur les valeurs des femmes avec la recherche du bonheur et d'un bien-être général pour notre peuple.

Bahdon Abdillahi : Vous faites la différence entre le «je» des hommes et le «nous» des femmes, quelle serait l'action politique nécessaire pour libérer le Cameroun et la plupart des pays africains des régimes totalitaires ?

Marie-Louise Eteki Otabela : En citant Fabien Eboussi, «seules les femmes savent comment nous sortir du chaos organisé par ce régime politique, parce qu'elles ont le bonheur comme priorité aussi bien dans la vie privée qu'en faisant la politique autrement. Pour les hommes, la politique consiste principalement à la recherche de la puissance, qui entraîne nécessairement la domination (la politique politicienne) tandis que faire la politique autrement pour les femmes, c'est avoir comme souci prioritaire non pas la puissance, mais le bonheur des sociétés humaines.

Bahdon Abdillahi : Face à des scandales de détournement de fonds et de mauvaise gouvernance du régime d'Ahidjo-Biya (de la terreur à la désolation), des femmes réagissent. Comment les femmes s'organisent-elles pour résister, comme vous le dites, à un régime totalitaire ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Je pense que les femmes représentent l'alternative à ce régime. L'alternance n'apportera aucune solution à la nature de ce régime politique. C'est

pour cela que mon parti s'appelle la Coordination des Forces Alternatives (la CFA). D'ailleurs le slogan de ce parti depuis sa légalisation en 1997 est : «le CFA est mort, vive la CFA». Donc les féministes pensent que les hommes ayant confisqué l'espace politique, les ressources nationales, y compris les femmes elles-mêmes, ont échoué depuis 60 ans à apporter une moindre solution à notre situation nationale, c'est à-dire absence de souveraineté (voir la lettre des Femmes Camerounaises au FMI), absence de démocratie (non-respect des droits fondamentaux, mascarades électorales), absence d'humanité (institutionnalisation du tribalisme, discours haineux entre Camerounais). Tout le monde constate aujourd'hui que nous avons un Etat sous-tutelle avec un régime totalitaire.

Bahdon Abdillahi : A la fin des années 1980, on parlait de transition à la démocratie dans les pays d'Afrique subsaharienne ; certains pays comme le Bénin et le Mali ont initié des conférences nationales, qui ont abouti à des changements de dirigeants de manière pacifique, d'autres ont organisé des conférences qui ont abouti à un renouvellement du régime autoritaire, vous avez parlé dans vos conférences et interventions tant au Cameroun comme à l'étranger d'une alternative et non d'une alternance, quelle différence faites-vous entre ces deux concepts ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Il est indispensable de se référer à nos textes sur l'historique de cette évolution conceptuelle. Mais comme nous n'en avons pas la place ici dans cet interview, disons que pour nous, dans le contexte du Régime totalitaire imposé aux pays africains depuis la fin de la seconde guerre mondiale- cela fait donc plus de 60 ans- que l'Occident a dû mener une seconde guerre mondiale pour sortir de 6 ans de ce type de régime en Europe (qu'il s'agisse du fascisme, du nazisme ou même du Goulag soviétique). Nous pensons par conséquent que les pays africains ne peuvent se sortir d'un tel régime politique que par une Alternative. Pourquoi ?

Dans un contexte général du totalitarisme évoqué même par les Pères fondateurs de notre Mouvement de Résistance au Cameroun (l'UPC) dans les années 1950 ? Nous l'avons démontré scientifiquement depuis l'hypothèse africaniste (cf. Jean-François Bayart) des années 1980, notre thèse soutenue dans les années 1990, *Le totalitarisme des Etats africains : le cas du Cameroun*, et publiée en 2001. On ne peut pas simplement se contenter d'en décrire les effets nocifs et pervers comme a l'habitude de le faire le discours dominant depuis plus de six décennies !

Ce que représente aujourd'hui la perspective d'une alternance, sans vision globale ni cohérence systémique, portée et véhiculée par une Opposition institutionnelle que ce Régime s'est donnée au Cameroun par exemple depuis les années 90 et qui revient à changer simplement de président de la République ou quelques personnes à la tête de nos Etats.

L'exigence devrait plutôt être de résolument s'engager dans une approche intégrée et globale pour garantir une transformation profonde et durable des institutions, des pratiques et des comportements : ce que nous désignons plutôt par : l'alternative !

Bahdon Abdillahi : 2025 est une année électorale. Onze candidats ont été retenus parmi lesquels une femme. Après le rejet de votre candidature en 2006, comment expliques-tu l'acceptation de la candidature d'une femme ? Est-ce que le contexte sociopolitique a changé sur ce point ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Non le contexte politique n'a pas vraiment changé car pour nous, il ne suffit pas d'organiser les élections pour changer un régime politique. En 2004,

c'était la première fois qu'une femme osait dire : «une femme aussi peut diriger le Cameroun comme présidente de la République», un acte de courage révolutionnaire et historique, résultat de 40 ans de prise de conscience collective de notre oppression en tant que femmes et qui a contribué à ouvrir la voie à d'autres femmes par la suite (2011). Mme Ndam Njoya a hérité du Parti politique de son époux décédé et donc un des partis qui sont allés constituer l'Opposition institutionnelle que Le Régime de Biya s'est donnée dans les années 90 : la fameuse «ouverture (au processus) démocratique», avec l'idée qu'il fallait y aller progressivement » Choisir une femme sur 11 candidats (en fait 83) entrainait dans cette logique. Cette femme est cependant un des membres fondateurs du Cri des femmes camerounaises que nous avons lancé et fondé dans les années 90 en disant que les femmes ne doivent pas seulement créer de nombreuses associations «apolitiques», que la politique était aussi notre affaire et qu'il fallait y impliquer plus les femmes.

Or ce n'est pas pour rien qu'il existe une théorie fort pertinente pour les acteurs sociaux que sont les femmes. Il faut, en quelque sorte, être hors d'un système pour pouvoir le changer. Cela repose sur l'idée que les personnes et les institutions qui font partie d'un système sont souvent trop influencées par ce même système pour pouvoir le (re)mettre en cause radicalement, «penser hors de la boîte» et imaginer des solutions nouvelles, alternatives. Les individus et les institutions au sein d'un système sont souvent influencés par les normes, les valeurs et les pratiques établies. Ces influences peuvent limiter leur capacité à voir au-delà du cadre actuel et à envisager des alternatives. Ce qui n'est pas le cas des femmes, tenues globalement hors de ce système par un Etat qui leur a imposé «l'apolitisme» pendant 30 ans...

Des théories de l'extériorité (comme le féminisme) posent généralement que pour provoquer un changement systémique significatif, il faut souvent une rupture avec le système (actuel) en place. Cela signifie que les solutions ne peuvent pas simplement être des ajustements mineurs ou des «réformes» sectorielles, comme pour notre candidate en 2025 qui résumait son programme politique par le concept d'une «Nouvelle ère» mais doivent impliquer une transformation radicale qui peut nécessiter des perspectives et des approches totalement nouvelles qualifiées souvent de refondation politique et sociale. Nous sommes allées la soutenir avec le CRI des femmes revu et adapté à sa conception de la politique non avec des partis politiques socialistes (Le FRONT Camerounais) ou féministes comme la Coordination des Forces Alternatives (notre parti, La CFA) simplement par solidarité féminine.

Bahdon Abdillahi : Vous avez toujours critiqué la gestion économique et sociopolitique des hommes au pouvoir, vous soutenez sa compagne électorale, quels sont les points importants de son programme électoral? Même si l'espace politique est encore dominé par les hommes, peut-on dire que le poids de la femme est plus important que les précédentes élections présidentielles ?

Marie-Louise Eteki Otabela : Pour répondre à cette 3^è question il faut faire tout de même ici un bref rappel de notre engagement et de notre action militante dans le Mouvement de Résistance au Cameroun.

A la fin de la 2^è guerre mondiale (1936-1945) alors que la plupart des Africains qui y ont participé espéraient en retour recouvrer leur souveraineté en sortant de la tutelle de l'Organisation des Nations -Unies , le Cameroun par exemple sera déclaré indépendant le 27 Août 1940 (cf. L'avenue du 27 Août à Douala qui a marqué cet événement...) afin que de Gaulle puisse y lever des troupes pour grossir les rangs de ce qu'ils vont appeler les tirailleurs sénégalais... qui vont contribuer à sauver l'Europe de l'occupation nazie. Les Patriotes

Camerounais avec Um Nyobè à la tête du Mouvement de Résistance Nationaliste à la domination Anglo-Française vont créer l'UPC, (l'Union des Populations du Cameroun) le Premier Parti politique Camerounais en 1948. La France va réagir en créant un Etat au Cameroun par décret français en 1957. Cette période de l'histoire de notre pays reste à peine connue par nos compatriotes et constitue ce que certains Camerounais considèrent comme le «Contentieux Historique» entre la France et le Cameroun... (ex. le Dr. Daniel Yagnye).

Ce mouvement nationaliste va occuper notre scène politique de 1948 à 1958 avec l'assassinat des Pères fondateurs du nationalisme Camerounais qui après le refus de l'ONU de donner l'indépendance au Cameroun, ils vont prendre les armes dans le Maquis devenant pour le Régime politique Camerounais non pas des «bandits», mais des «maquisards»... Puis une première vague des militants «de l'UPC des fidèles» de 1958 aux années 1980 avant de constituer ce que le camarade Moukoko Priso décrira en 1993 comme une (première) Transition dans l'impasse, cette deuxième vague de militants upécistes sera considérés comme des «subversifs» par le Régime Ahidjo-Biya jusque dans les années 1980. Avant de devenir des «Opposants» dans les années 1990 avec l'institution du multipartisme comme réponse du Régime aux revendications démocratiques des Camerounais descendus massivement dans la rue.

De nombreux partis politiques sont alors créés après celui de Me Yondo Black le MNSD, (Mouvement pour la Nouvelle Social- Démocratie) dont un Parti politique féministe, légalisé au Cameroun en 1997 avec une co-présidence comme l'exigent les principes de cette idéologie : La Coordination des Forces Alternatives, en abrégé : La CFA, notre parti politique, légalisé en 1997.

Puis, en 2003, 7 ans après, nous avons organisée une Concertation pour une Alliance politique : Le Front des Forces Alternatives: 11 Partis politiques et leurs nombreuses Associations (apolitiques mais légalisées pour la plupart), juste avant l'élection présidentielle de 2004...qui ont engagé une nouvelle concertation politique avec comme objectif principal: sortir du régime politique qui nous a été imposé par l'Etat décrété au Cameroun en 1957...non pas pour avoir un Candidat unique à cette élection présidentielle .(Cf. le texte de quelques lignes signé à cet effet chez MeYONDO Madengue Black .) Le Front s'était constitué en 3 commissions de travail : avec Djeukam Tchameni du MDI, président de la Commission politique, une Commission de la Société Civile, une Commission des personnalités politiques. Enfin, 20 ans après, nous avons à nouveau un cadre de Concertation : le Cadre de Concertation Citoyenne, le «C3» organisé par le Camarade Djeukam Tchameni qui nous sort l'Alliance pour une Transition Pacifique, l'ATP dont une partie des membres vont désigner Me Akere Muna comme candidat à l'élection présidentielle de 2025. Puis l'autre, fera élire Issa Tchiroma Bakari sorti du régime deux mois avant et qui sera contraint de s'exiler à l'étranger pour ne pas être assassiné par le régime du président Biya qui garde le Pouvoir malgré 43 ans à la tête de l'Etat. Anicet Ekane, président du MANIDEM (une branche de l'UPC) sera assassiné et son camarade Djeukam Tchameni du MDI reste en prison près d'un an après malgré le voyage du Pape Léon XIV en avril 2026 qui nous a coûté 50 Milliards de frs CFA, semble-t-il... Comme vous pouvez le constater, ce régime totalitaire n'a pas changé et les véritables opposants comme les femmes y sont toujours victimes de violences, et de répression politique allant des emprisonnements massifs, aux assassinats. Voilà la raison pour laquelle nous vous répondons aujourd'hui d'exil... C'est la mobilisation de cet avant-garde féminine et le fait d'avoir fait d'elles les véritables piliers d'une Alternative qui nous a donné l'opportunité de soutenir une femme candidate à l'élection présidentielle de 2025.